Norois

Environnement, aménagement, société

214 | 2010/1

Le Maroc en mutation

Introduction

Evelyne Gauché et Michel Desse

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/3196>

DOI : 10.4000/norois.3196

ISBN : 978-2-7535-1562-8

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mai 2010

Pagination : 7-8

ISBN : 978-2-7535-1121-7

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Evelyne Gauché et Michel Desse, « Introduction », *Norois* [En ligne], 214 | 2010/1, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/norois/3196> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.3196>

Éditorial

Dans un Maroc en pleine modernisation sous l'effet des grands chantiers lancés par Mohamed VI (aménagements portuaires, autoroutiers, ferroviaires, urbains, touristiques...), le corpus d'articles présentés dans ce numéro spécial nous présente différents enjeux actuels d'un Maroc en mutation : les réaménagements urbains mis en relation avec la perception et les pratiques des habitants, la conservation des ressources dans les milieux fragiles des campagnes semi-arides et arides, les grandes infrastructures réalisées au nom du désenclavement et du développement touristique, le pari sur le tourisme vu comme un vecteur essentiel du développement. Or, ces mutations font peser des menaces sur les richesses patrimoniales du pays, tant sur le plan environnemental (dégradations écologiques et paysagères) que social (perte des savoir-faire traditionnels, inadaptation aux pratiques locales, agraires ou urbaines). Ainsi, dans ce Maroc en pleine transformation, se pose inévitablement la question, au sein des espaces ruraux comme urbains, des relations entre aménagement, patrimoine et tourisme, que le corpus d'articles présenté ici nous permet d'aborder.

Le numéro s'ouvre par un article de B. Akdim et M. Laouane, illustrant les grands chantiers de Fès et de sa région, où les auteurs posent la question essentielle du lien entre aménagement du territoire, patrimoine et développement local. La requalification de la place Boujloud, prévue dans le cadre du PDRT (Plan de Développement Régional Touristique) fait écho à l'article de M-A. Choplin et V. Gatin qui montre, à Marrakech, Fès et Ouarzazate, comment la modernisation des places, par le renouvellement patrimonial qu'elle apporte, est un des enjeux actuel des grandes villes marocaines pour le développement touristique. Ces transformations sont également à l'origine de nouvelles formes d'urbanité dans les pratiques et les usages.

Les migrants constituent aussi des acteurs actifs des mutations sociales et économiques du Maroc, notamment par les transferts d'argent en provenance de l'Europe dont ils sont à l'origine. Z. Chatou, P. Gonin et M-A. Hily interrogent la place et la représentation des migrants à Agourai, et leur lien avec le développement local. Depuis les années 1970, ces derniers participent à la transformation de cette petite ville de l'Atlas en investissant dans l'immobilier, dans certains secteurs économiques mais aussi par le biais des associations de migrants.

En matière de développement, le tourisme est l'une des priorités actuelles du Maroc, le pays s'étant fixé pour objectif d'atteindre les 10 millions de touristes en 2010. Tandis que les politiques publiques continuent d'encourager un tourisme de masse, en particulier balnéaire, d'autres formes se développent malgré tout. C'est ce que nous montre l'article de M. Desse, qui réalise une typologie des formes de tourisme et des différents acteurs du développement touristique à Agadir et dans sa région. Il met en évidence le fait que l'écotourisme, pris en main par des acteurs particuliers que sont les associations locales et les émigrés, et plutôt centré sur le patrimoine naturel et culturel de l'intérieur, commence à faire écho au tourisme de masse.

C'est aussi dans une optique de développement touristique qu'a été réalisée la « rocade méditerranéenne » qui désenclave désormais tout le littoral de la montagne rifaine, au nord du pays, où elle traverse essentiellement des régions rurales marginales. L'article d'E. Gauché analyse les conséquences de la réali-

sation de cet aménagement routier de grande ampleur sur les campagnes du Rif oriental, à travers les transformations spatiales engendrées à l'échelle d'un territoire rural regroupant quatre communes (le caïdat des Beni Saïd). Si la nouvelle route offre une possibilité de revitalisation de ces campagnes sous l'emprise de la déprise agraire, elle constitue aussi une menace pour le patrimoine paysager, environnemental et culturel rural qui faisait le charme de la région et qui pourrait au contraire être un atout pour un tourisme rural de qualité.

Parmi le patrimoine agraire des campagnes marocaines figurent tous les dispositifs de conservation des eaux et des sols présents sur les versants, témoignant d'un savoir-faire ancestral traditionnel et marquant les paysages des régions caractérisées par une fragilité particulière des milieux et de fortes densités de population. Ainsi, l'article de A. Laouina présente une typologie des dispositifs de conservation des eaux et des sols au Maroc, en fonction de leur contexte climatique. Ayant mené cette typologie à l'échelle nationale (considérant les zones à forte présence de ces dispositifs), l'auteur montre ainsi l'importance de la prise en compte de la diversité géographique pour faire de la GCES (Gestion Conservatoire des Eaux et des Sols). Ces techniques étant intimement le résultat des relations étroites entre l'homme et son milieu, la contribution, qui aboutit à la mise en évidence de « grappes régionales de modes de gestion conservatoire », a pour but d'orienter les décideurs vers l'adaptation des actions de GCES aux contextes géographiques locaux.

À plus grande échelle, l'article de J.-J. Barathon, H. El Abbassi et C. Lechevalier nous présente une illustration de ces aménagements traditionnels de conservation des eaux et des sols dans la montagne saharienne de l'Anti-Atlas. Patrimoine par le savoir-faire ancestral qu'ils requièrent et les paysages qu'ils créent, mais pour beaucoup en voie d'abandon et de dégradation, ils sont aujourd'hui menacés, essentiellement sous l'effet du profond malaise social qui règne dans les campagnes marocaines, ainsi que le dépeint également l'article d'E. Gauché dans le Rif oriental.

Sur le plan des eaux souterraines, dans un contexte climatique proche (la plaine du Souss, encadrée au nord et au sud par le Haut Atlas et l'Anti Atlas), A. Humbert et M. Boujnikh montrent comment les systèmes d'irrigation modernes, mis en place par l'État essentiellement à partir des années 1970 pour développer les cultures commerciales, ont entraîné la mort des systèmes d'irrigation ancestraux (galeries drainantes, puits à traction animale...). Participant au patrimoine agraire traditionnel au même titre que les dispositifs de GCES présents sur les versants, ils sont victimes de la concurrence pour la ressource en eau, entraînant inévitablement le rabattement des nappes superficielles, et même au-delà celui des nappes fossiles.

Ces mutations rapides voient leurs effets se diffuser dans l'ensemble de l'espace marocain sous l'impulsion des différents pôles phares de l'aménagement du territoire. Or, tous les articles présents dans ce numéro contribuent à montrer que le Maroc recèle un riche patrimoine naturel et culturel, rural comme urbain, que les politiques publiques d'aménagement du territoire doivent contribuer à préserver, et non pas ignorer au nom du développement économique du pays. La préservation de ce patrimoine est d'ailleurs la condition même de l'essor touristique sur lequel le Maroc souhaite appuyer son développement.

Évelyne GAUCHÉ, Michel DESSE